

[Text]

• 1125

It is true of Agriculture Canada and also of other scientific departments in the government, that the age distribution of our population is a constraint; that we have to overcome it, among other things, when with the Treasury Board we look at new ways of entering into new modes of employment.

The Chairman: If you would allow me a supplementary question, Mr. Roman?

This committee has been given the impression that Agriculture Canada's local research people are very responsive to requests from local farmers; that they try to be helpful and they do very useful work in that way, but that there is no overall co-ordination.

While the individual efforts probably are helpful, there is no one asking nationally if we are getting the best value for our research dollar and if there is duplication or if these projects that are being done in a responsive way are the ones that really should have the top priority.

So I come back to the fact that in 1981 and 1982 the Auditor General recommended there should be four more guidelines to approve proposals for research projects. I wonder why the has department taken five years to respond to that sort of recommendation.

I appreciate what you have just said about it taking time to change actual research projects, but why wait for five years before putting in some national guidelines? Such national guidelines need not restrict or limit being helpful locally, but might make the whole process rather more dynamic.

Mr. A.O. Olson (Assistant Deputy Minister, Research Branch, Agriculture Canada): Madam Chairman, It might be useful for background to understand that I am in the trap described earlier, that of being relatively new in my position. It might also be useful to give you a bit of my background in terms of my perception of the process you were just talking about.

I joined the federal Department of Agriculture from the Alberta Department of Agriculture where I was responsible for a granting program and, among other things, funded a number of projects that were carried on in federal stations. So I have a "both sides" perception of this question of priorities.

There is an intrinsic problem in terms of setting priorities when you are working in a framework of, I believe, 400-odd different groups interested in agricultural commodities.

[Translation]

se connaître mieux et de faire naître de nouvelles générations de scientifiques.

La pyramide des âges de notre population est une contrainte, cela concerne aussi bien Agriculture Canada que d'autres ministères scientifiques de notre gouvernement. Pour faire face à cette difficulté, entre autres, nous sommes en train de mettre au point, avec le Conseil du Trésor, de nouvelles formules pour l'emploi.

La présidente: Me permettriez-vous de poser une question complémentaire, monsieur Roman?

Le Comité a l'impression que, sur place, les chercheurs d'Agriculture Canada répondent efficacement aux demandes qui leur sont soumises par les agriculteurs de l'endroit; c'est-à-dire qu'ils se montrent utiles, serviables, mais que tout cela manque de coordination au sommet.

Tous ces efforts isolés et individuels sont certainement très utiles, mais personne ne se pose la question à un niveau national de savoir si cela constitue la meilleure utilisation possible de nos budgets de recherche, ni s'il n'y a pas parfois double emploi, ou si ce travail de recherche locale, fait en réponse à une demande d'un agriculteur, est celui qui devrait véritablement avoir la priorité.

Je reviens au fait qu'en 1981 et 1982 le Vérificateur général a recommandé que l'on adopte quatre directives supplémentaires qui devaient servir au moment de l'approbation des projets de recherche. Je me demande pourquoi le ministère a eu besoin de cinq ans pour suivre cette recommandation.

Je comprends très bien, comme vous venez de nous l'expliquer, qu'il faut un certain temps avant de pouvoir changer de projet de recherche, mais pourquoi attendre cinq ans avant d'adopter ces directives à un niveau national? Celles-ci n'empêchent en rien que l'on soit utile au niveau local, mais elles permettraient peut-être à l'ensemble du système d'être un peu plus dynamique.

M. A.O. Olson (sous-ministre adjoint, Direction générale de la recherche, Agriculture Canada): Madame la présidente, il sera peut-être d'abord utile que je vous dise que je me trouve moi-même dans cette situation un peu délicate décrite tout à l'heure, à savoir que j'ai pris mes nouvelles fonctions assez récemment. Je vais également vous dire un petit peu quels sont mes antécédents, afin que vous compreniez comment je vois l'ensemble de cette question.

Avant de venir au ministère fédéral de l'Agriculture, je travaillais pour le ministère de l'Agriculture de l'Alberta où j'étais responsable d'un programme de subventions, au titre duquel nous financions, entre autres, divers projets exécutés dans des stations de recherche fédérales. Je suis donc à même de tenir compte des deux points de vue, celui des provinces et celui du gouvernement fédéral.

Pour ce qui est de l'établissement de ces priorités, lorsque l'on travaille avec 400 organisations différentes, correspondant à autant de produits de base agricoles différents, un certain nombre de problèmes surgissent.